**COMMUNE DE**

SAINT JEAN LE VIEUX

# PERMIS DE CONSTRUIRE

DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

| **DESCRIPTION DE LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE** | | **Référence dossier** |
|---|---|---|
| *Déposée le :* **15/10/2025** | | **N°PC00136325A0012** |
| *Par :* | **SCCV RUE DE LA FORGE** | |
| *Représenté par :* | **Monsieur Alexandre CROS** | |
| *Demeurant à :* | **2 Avenue de la République<br>69370 Saint Didier-au-Mont-d 'Or** | |
| *Pour :* | **La construction de 10 logements individuels groupés par 3 ou 4, et un bâtiment de 9 logements intermédiaires avec local d'activité en RDC. La création de 40 places de stationnements extérieurs, espace commun et aménagement paysager.** | |
| *Sur un terrain sis :* | **Allée du Pillet/ Ch. des fins<br>01640 SAINT JEAN LE VIEUX** | |
| *Références Cadastrales :* | **AC-0176** | |

**Le Maire,**

Vu le code de l'urbanisme ;
Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 6 février 2019, modifié le 24 septembre 2025 ;
Vu la zone 1AU et son règlement ;
Vu le plan de prévention des risques approuvé le 20 juin 2002 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2019 prescrivant la révision du plan de prévention des risques « inondations de l'Ain » pour les communes d'Ambronay, Pont d'Ain et Saint-Jean-Le-Vieux ;
Vu le porter à connaissance de M. le Préfet de l'Ain concernant le nouvel aléa inondation de la rivière d'Ain en date du 31 mai 2018 ;
Vu les décrets 2010-1254, 2010-1255 et l'arrêté du 22 octobre 2010 relatifs à la prévention du risque sismique, à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal » ;
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 6 septembre 2022 fixant le taux de la taxe d'aménagement à 5.00 % ;
Vu article L. 342-21 du code de l'énergie indique : « Le demandeur d'un raccordement aux réseaux publics de distribution d'électricité est le redevable de la contribution. » ;
Vu l'OAP « Secteur Chez Pillet » ;
Vu la participation au financement de l'assainissement Collectif (PFAC) pour tout nouveau logement raccordé au réseau public d'assainissement d'eaux usées du SERA. Montant définit par délibération du Comité Syndical en fonction de l'année de raccordement (2280€ en 2025 par logement créé) ;
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions du service SERA en date du 5 novembre 2025, ci-joint ;
Vu la date d'affiche de dépôt du permis de construire en date du 14 octobre 2025 ;

**ARRÊTE**

## Article 1

Le permis de construire est ACCORDE sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

## Article 2

- Les branchements et raccordements aux réseaux existants sont à la charge financière du demandeur et sous la surveillance des services techniques compétents.

- Les eaux pluviales devront être récupérées puis dirigées vers des ouvrages de rétention et d'infiltration de type massifs drainants situés sous voirie ou espace verts pour y être infiltrées.

- Le demandeur d'une autorisation d'urbanisme est débiteur de la contribution prévue par le Code de l'énergie pour tous les travaux d'extension du réseau public d'électricité rendus nécessaires par son opération.

Fait à SAINT JEAN LE VIEUX, le 12 novembre 2025
Le Maire,

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales*
*Elle est exécutoire à compter de sa transmission.*

**INFORMATION IMPORTANTE : Votre autorisation est soumise au versement de la taxe d'aménagement et à la redevance d'archéologie préventive.**
**Une déclaration doit être effectuée par les redevables auprès des services fiscaux dans les 90 jours suivants l'achèvement de la construction (Article 1406 du Code Général des Impôts).**
**Un espace sécurisé dédié est disponible permettant une télédéclaration sur le portail fiscal.**
**L'espace télédéclaration se trouve à l'adresse suivante : https://www.impots.gouv.fr/actualite/gerer-mes-biens-immobiliers-un-nouveau-service-en-ligne-pour-les-usagers-proprietaires**

**N.B : Zone de sismicité 3** : Vous êtes informé que le projet autorisé par la présente décision se situe en zone de sismicité 3 définie par les décrets n° 2010-1254 et 1255 du 22.10.10. En conséquence, les règles de construction doivent respecter les normes techniques imposées en la matière par lesdits décrets et par l'arrêté ministériel du 22 octobre 2010.

**NB :ENEDIS :** Le dossier est délivré sur la base d'une puissance électrique de 211 kVA monophasé.

---

## INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROIT DES TIERS** : la présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** *(notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...* ) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **DUREE DE VALIDITE** : **Conformément au décret 2016-6 du 5 janvier 2016 portant dérogation à l'article R 424-17 et R 424-18 du code de l'urbanisme,** le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
- **AFFICHAGE** : mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurance